

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 29 septembre 2021**  
(Convocation du 22 septembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-neuf septembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n°2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	53
• Voix	322
<b>Présents</b>	
• Nombre	36
• Voix	233
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	4
• Voix	17
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	40
• Voix	250
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Antier, Nathalie Barrouillet, Agathe Bourretère, Dominique Degos, Céline Salles, Véronique Thirault, Jean Arriubergé, Pierre Brau-Nogué, Paul Carrère, Thierry Carrère, Damien Delavoie, Bernard Poublan, Frédéric Ré, Marc Saint-Estevan, Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Cazalis, Christine Fournadet, Jean-Yves Arrestat, Philippe Baron, Francis Betbeder, Philippe Brethes, Pierre Cazères, Jean-Emmanuel Dargelos, Denis Lanusse, Patrick Maunas, Laurent Nolibois, Christophe Pugnetti, Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Daniel Arribère, Michel Chanut, Jean-Jacques Dané, Christian Ducos, Bernard Labadie, Antoine Lequertier, Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Monsieur Xavier Fortinon
- Pour les communautés de communes membres : Madame et Messieurs Pascale Réquenna, Didier Gaugeacq, Jean-Michel Le Bihan

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Messieurs Gérard Castet, René Castets, Francis Dupouey, Charles Pelanne
- Pour la Région membre : Monsieur Alain Rousset
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Messieurs Philippe Castets, Michel Cuyaubé, Pierre Lajus, Philippe Latry, Jean-Marc Lescoute
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel Bareyt, Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Céline Salles

**OBJET : Ressources humaines / Frais de déplacement des élus****Exposé des motifs :**

Vu l'article L.5211-13 du code général des collectivités territoriales, en l'absence d'indemnités de fonctions attribuées aux élus par le comité syndical, l'assemblée peut prévoir la possibilité de rembourser aux élus du syndicat mixte, les frais de déplacement (transport, restauration, hébergement) exposés par eux pour se rendre à certaines réunions.

Pour les élus de l'EPTB, il s'agit des réunions de comité syndical, du bureau, des commissions instituées par délibération, des réunions auxquelles assistent les membres au titre des délégations ou désignations votées par l'assemblée plénière ou encore en représentation du président. Seuls peuvent donner droit à remboursement les déplacements réalisés par les élus dans le cadre de réunions organisées dans une autre commune que le siège de la collectivité ou du syndicat qu'ils représentent.

Le remboursement des frais engagés s'effectue dans les mêmes conditions que les agents de l'Etat sur la base du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

**DECIDE****Article 1**

- De valider le principe du remboursement des frais de déplacement des élus, tel que décrit ci-dessus,
- De procéder au remboursement des frais de déplacement des élus sur la base du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006.

**Article 2**

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 29 septembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE